

LA MENDICITE  
EST DÉFENDUE  
DANS LE DÉPART<sup>NT</sup>  
DE SEINE & OISE.

ET SI ON ARRÊTAIT DE BANQUER ?

## Toujours davantage de travailleurs dans le collimateur

Par **Éric Toussaint**

**D**ans un document de la Commission européenne intitulé « Le deuxième programme économique d'ajustement pour la Grèce » et datant de mars 2012<sup>1</sup>, il est clairement mis en évidence qu'il faut poursuivre la réduction des salaires. Le tableau 17 de la page 41 montre que le salaire minimum légal en Grèce est le quintuple

du salaire minimum moyen en Roumanie et en Bulgarie (pays voisins de la Grèce), le triple de la Hongrie et des républiques baltes, plus du double du salaire minimum en Pologne et en République tchèque ; il est supérieur au salaire minimum en Espagne et au Portugal. L'objectif est de rapprocher la Grèce des pays où les salaires sont les plus « compétitifs », donc les plus bas. Evidemment, si les salaires poursuivent leur chute radicale en Grèce comme le veut la Troïka et le patronat, il faudra que les salaires en Espagne, au Portugal, en Irlande et aussi dans les pays les plus forts suivent la même tendance, et ce de manière

<sup>1</sup> Voir European Commission, Directorate General Economic and Financial Affairs, "The Second Economic Adjustment Programme for Greece", Mars 2012, [http://ec.europa.eu/economy\\_finance...](http://ec.europa.eu/economy_finance...)

accélérée.

Ceux qui sont aux commandes en Europe servent une logique grâce à laquelle les patrons européens parviennent à augmenter la quantité de plus-value qu'ils extraient du travail des salariés d'Europe et cherchent à marquer des points dans la bataille commerciale avec les concurrents asiatiques ou nord-américains.

Ces dirigeants sont prêts à pousser dans leur dernier retranchement les syndicats européens en réduisant fortement la marge de négociation dont ils ont disposé pendant des décennies.

## **Le Capital marque des points supplémentaires contre le Travail**

Dans plusieurs pays de l'UE, au cours de leur offensive contre les conquêtes sociales, les gouvernants et la Commission européenne ont réussi à réduire radicalement la portée des conventions collectives interprofessionnelles. C'est le cas des pays de l'ex-bloc de l'Est, c'est aussi le cas de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie, de l'Irlande... Dans plusieurs pays, ils ont également réussi à faire baisser le salaire minimum légal et le montant des retraites. Ils ont réussi à réduire radicalement la protection contre les licenciements et à augmenter l'âge de départ à la retraite.

## **L'aggravation de la crise des pays de la périphérie de la zone euro**

Au cours de 2012, la crise s'est aggravée en Grèce, en Irlande, au Portugal, en Espagne, en conséquence des politiques d'austérité brutale appliquées par des gouvernants complices des exigences de la Troïka. En Grèce, la chute cumulée du PIB depuis le début de la crise atteint 20%. Le pouvoir d'achat d'une grande majorité de la population a baissé de 30 à 50%. Le chômage et la pauvreté ont littéralement explosé. Alors qu'en mars 2012, tous les grands médias ont relayé le discours officiel qui affirmait que la dette avait été réduite de moitié<sup>2</sup>, selon les estimations officielles rendues publiques fin octobre 2012, la dette publique grecque qui représentait 162% du PIB à la veille de la réduction de dette de mars 2012 atteindra 189% du PIB en 2013 et 192% en 2014<sup>3</sup>. Cette information ne fait pas partie des titres de la grande presse de masse. Au Portugal, les mesures d'austérité sont d'une telle violence et la dégradation économique est si grave qu'un million de Portugais ont manifesté spontanément le 15 septembre 2012, chiffre qui n'avait été atteint que le 1er mai 1974 pour fêter la victoire de la Révolution des œillets. En Irlande, dont les médias parlent beaucoup moins, le chômage a pris des proportions énormes, conduisant 182.900 jeunes âgés de 15 à 29 ans à quitter le pays depuis que la crise a éclaté en 2008<sup>4</sup>.

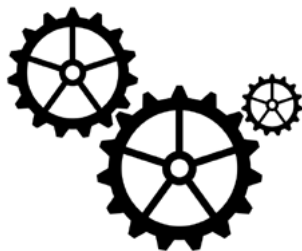
---

2 Le CADTM a dénoncé dès le départ l'entreprise de propagande de la Troïka et du gouvernement grec. Voir [« Le CADTM dénonce la campagne de désinformation sur la dette grecque et le plan de sauvetage des créanciers privés »](#), publié le 10 mars 2012. Voir également Christina Laskaridis, [« La Grèce a déjà fait défaut aux conditions des créanciers : leur crainte est de voir celle-ci imposer ses propres conditions »](#), publié le 31 mai 2012.

3 Financial Times, 1er novembre 2012, première page.

4 Financial Times, 1 octobre 2012.

Un tiers des jeunes qui avaient un emploi avant la crise s'est retrouvé au chômage. Le sauvetage des banques a représenté jusqu'ici plus de 40 % du PIB (près de 70 milliards d'euros sur un PIB de 156 milliards en 2011)<sup>5</sup>. Le recul de l'activité économique a atteint 20% depuis 2008. Le gouvernement de Dublin a réaffirmé qu'il supprimerait 37 500 postes de travail dans le secteur public d'ici 2015. En Espagne, le taux de chômage atteint 50% chez les jeunes. Depuis le début de la crise, 350.000 familles ont été expulsées de leur logement à cause des impayés de dette hypothécaire<sup>6</sup>. En un an, le nombre de familles dont tous les membres sont sans emploi a augmenté de 300 000 pour atteindre un total de 1,7 million, soit 10% de toutes les familles d'Espagne<sup>7</sup>. La situation se dégrade de manière continue dans les pays de l'ancien bloc de l'Est membres de l'UE, à commencer par ceux qui ont adhéré à l'Eurozone.



En somme, partout dans le monde, le Capital s'est lancé dans une offensive contre le Travail. C'est en Europe que, depuis 2008, l'offensive prend la forme la plus systématique

---

5 Financial Times, 29 décembre 2011, p. 2.

6 Miles Johnson, « Suicides spark call for Madrid to halt evictions by banks », Financial Times, 13 novembre 2012, p. 2.

7 Tobias Buck, « Spain's deepening lack of hope takes its toll », Financial Times, 6 novembre 2012, p. 4.

en commençant par les pays de la Périphérie. Alors que les banques (et le capitalisme en tant que système) sont les responsables de la crise, elles sont systématiquement protégées. Partout, le remboursement de la dette publique est le prétexte invoqué par les gouvernants pour justifier une politique qui s'en prend aux droits économiques et sociaux de l'écrasante majorité de la population. Si les mouvements sociaux et, parmi eux, les syndicats veulent victorieusement affronter cette offensive dévastatrice, il faut prendre à bras le corps la question de la dette publique afin d'enlever au pouvoir son argument principal. L'annulation de la partie illégitime de la dette publique et l'expropriation des banques pour les intégrer à un service public de l'épargne et du crédit sont des mesures essentielles dans un programme alternatif à la gestion capitaliste de la crise.